Communauté de communes Adour Madiran
État des lieux PCS, PICS et DICRIM

Rapport d'étude - 10CRIM Conseils

Un dossier réalisé par

Pour le compte de

Date : 23 octobre 2026

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Méthodologie et limites des données

La présente étude repose sur l'exploitation des bases de données officielles de l'État - principalement **GASPAR** et **Géorisques** - qui recensent les documents de prévention des risques (**DICRIM**, **PPRN**) déclarés par les communes et les services de l'État. Elle s'appuie également sur le portail national des **Projets Alimentaires Territoriaux** (france-pat.fr) et sur les référentiels géographiques de l'INSEE et de BANATIC, ainsi que sur les sites officiels des collectivités du territoire.

Il convient d'expliquer simplement comment ces chiffres sont produits. Lorsqu'une commune élabore ou met à jour son DICRIM, elle le transmet aux services de l'État, qui l'enregistrent dans la base nationale. C'est donc une **déclaration spontanée** : un document existe-t-il réellement et a-t-il été transmis ? La base reflète ce qui a été déclaré, pas nécessairement ce qui existe sur le terrain. Plusieurs situations peuvent ainsi créer des écarts entre les chiffres et la réalité :

- Un DICRIM peut exister sans être déclaré : la commune l'a élaboré, mais ne l'a pas transmis, ou l'a transmis sous une autre forme (papier, autre support). Il n'apparaît alors pas dans les statistiques ;
- Un DICRIM peut être déclaré mais ne plus correspondre à la réalité du terrain : la date de publication est ancienne, les risques ont évolué, le document n'a pas été mis à jour ;
- Les bases elles-mêmes comportent des imperfections : dates manquantes ou par défaut, communes fusionnées dont les documents restent enregistrés sous les anciens codes, doublons ;
- Le niveau d'exhaustivité varie selon les territoires : certaines communes ou intercommunalités déclarent systématiquement, d'autres plus rarement.

Ces écarts pourraient, à la marge, remettre en cause la lecture fine de tel ou tel chiffre : une commune listée « sans DICRIM » en possède peut-être un, non déclaré ; une autre listée « à jour » dispose peut-être d'un document daté mais non révisé. **La photographie exacte de chaque commune ne peut être confirmée que par une vérification directe auprès des services concernés.**

Il faut néanmoins être clair sur la portée de ces limites : elles affectent la lecture **au cas par cas**, à l'échelle d'une commune ou d'un document. Elles n'affectent pas la validité des **orientations d'ensemble** qui constituent le cœur de nos rapports. Les ordres de grandeur présentés ici sont statistiquement robustes : un taux de couverture DICRIM de 9,7 % dans la communauté de communes, nettement inférieur à la moyenne nationale (27,6 %), et une obsolescence de 100 % des documents, demeurent pleinement significatifs même en tenant compte des déclarations manquantes. Les orientations que nous formulons - élaborer les DICRIM manquants, mettre à jour les documents, préparer le PICS avant l'échéance du 26 novembre 2026, intégrer la résilience alimentaire -

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

demeurent donc **pleinement légitimes**.

En d'autres termes : les chiffres que nous publions sont la meilleure photographie disponible ; ils doivent être lus comme des **indicateurs de tendance**, non comme des certifications individuelles ; et ils justifient pleinement les plans d'action que nous recommandons.

Complément méthodologique - Recherche exhaustive en ligne

Pour dépasser la limite de la déclaration spontanée et se rapprocher de la réalité de terrain, 10CRIM Conseils complète systématiquement les bases officielles par une **recherche exhaustive sur les sources publiques en ligne** : sites internet des communes, préfectures, délibérations des conseils municipaux, magazines communaux, presse locale. Les documents ainsi découverts sont intégrés à l'analyse et **signalés comme « trouvés en ligne, non recensés dans les bases officielles »** : ils ne modifient pas les statistiques officielles, mais ils corrigent la photographie du territoire en révélant l'écart entre ce qui est déclaré et ce qui existe réellement.

Cadre d'analyse propre à la présente étude

La présente étude couvre la **Communauté de communes Adour Madiran** dans son intégralité - **72 communes** (COG 2026), environ **24 100 habitants**, une intercommunalité interdépartementale (61 communes dans les Hautes-Pyrénées, 11 dans les Pyrénées-Atlantiques). Elle examine les trois dispositifs de sécurité civile - **PCS** (Plan Communal de Sauvegarde), **PICS** (Plan Intercommunal de Sauvegarde) et **DICRIM** (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) - ainsi que le volet **résilience alimentaire** (présence et structuration de l'alimentation dans les documents, articulation avec les Projets Alimentaires Territoriaux), puis dresse le **descriptif politique** complet : les maires des 72 communes et le président de l'intercommunalité.

Les données chiffrées de la présente étude ont été extraites le **23 octobre 2026** via l'API Géorisques V2 (jeton Cerbère officiel) pour les 72 communes, croisées avec le référentiel communal INSEE (COG 2026) et la base nationale des EPCI (BANATIC / geo.api.gouv.fr). Les codes INSEE ont été vérifiés via geo.api.gouv.fr. L'annuaire des élus 2026-2032 de la Communauté de communes Adour Madiran a été consulté le 23 octobre 2026 pour le descriptif politique. Les textes des DICRIM analysés proviennent de l'extraction documentaire nationale 10CRIM (textes PDF extraits et OCRisés) et du CDN public Géorisques.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Première partie - Le territoire Adour Madiran

Présentation du territoire

La **Communauté de communes Adour Madiran** (code SIREN 200072106) est une intercommunalité **interdépartementale** créée en 2017, à cheval sur les **Hautes-Pyrénées (65)** - 61 communes - et les **Pyrénées-Atlantiques (64)** - 11 communes. Elle compte **72 communes** (référentiel communal INSEE, COG 2026) et environ **24 100 habitants** pour une superficie d'environ **525 km²**. Le siège est établi à Vic-en-Bigorre.

Le territoire est organisé autour de quatre pôles principaux : **Vic-en-Bigorre** (la commune la plus peuplée, ~4 845 habitants), **Maubourguet** (~2 242 habitants), **Rabastens-de-Bigorre** (~1 483 habitants) et **Castelnau-Rivière-Basse** (~649 habitants). Il s'inscrit dans le territoire de vie du **Val d'Adour**, sur les rives de l'Adour et de son affluent l'Arros, aux confins de la plaine de Bigorre et du piémont des Pyrénées.

C'est un territoire rural, agricole et agroalimentaire, marqué par la présence d'un **pôle agroalimentaire** mutualisé à Maubourguet (légumerie d'insertion, transformation, circuits courts) - un atout notable pour la résilience alimentaire locale.

Le cadre réglementaire applicable

Dispositif	Échelle	Base légale	Obligation	Échéance
PCS	Communale	Article L731-3 et suivants du code de la sécurité intérieure	Toute commune exposée à un risque majeur (dont communes couvertes par un PPRN)	continue
PICS	Intercommunale	Loi Matras n° 2021-1528, article L731-4 du CSI	Tout EPCI dont au moins une commune membre est obligée au PCS	26/11/2026
DICRIM	Communale	Code de l'environnement	Toute commune exposée à au moins un risque majeur ; mise à jour au plus tard tous les 5 ans	continue
PAT	Intercommunal/	Loi LAAAF 2014, PNA	Volontaire	continue

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Dispositif	Échelle	Base légale	Obligation	Échéance
	communal			

Dans la communauté de communes, **42 communes** sont couvertes par au moins un plan de prévention des risques naturels (PPRN) - soit 58 % des 72 communes. L'intercommunalité est concernée par l'obligation de **Plan Intercommunal de Sauvegarde** (loi Matras) à l'échéance du 26 novembre 2026.

Risques majeurs identifiés sur le territoire

Les risques majeurs les plus prégnants du territoire sont les suivants :

- **Inondation** : les crues de l'Adour et de l'Arros (et de leurs affluents) exposent une grande partie du territoire, avec une mémoire historique des débordements dans la plaine ;
- **Retrait-gonflement des argiles** : les sols argileux de la plaine bigourdane sont fortement concernés (aléa moyen à fort sur la majorité des communes) ;
- **Séismes (zone 4)** : le territoire est en zone de sismicité modérée (zone 4, proche des Pyrénées), les communes sont soumises aux règles parasismiques ;
- **Feux de forêt** : les secteurs boisés et bocagers présentent un risque d'incendie, notamment en été ;
- **Mouvements de terrain** : cavités, éboulements, glissements dans le piémont ;
- **Transports de matières dangereuses (TMD)** : les axes routiers et ferroviaires traversant le Val d'Adour.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Deuxième partie - Les DICRIM

L'état des lieux statistique des DICRIM

Indicateur	Valeur	Taux	National (comparaison)
Communes avec DICRIM recensé (GASPAR)	7 / 72	9,7 %	27,6 %
Communes SANS DICRIM recensé	65	90,3 %	72,4 %
DICRIM à jour (publiés depuis 2021, ≤ 5 ans)	0	0 % des documents	~8 %
DICRIM obsolètes (plus de 10 ans)	7	100 % des documents	~71 %

Lecture : le territoire Adour Madiran affiche une couverture DICRIM de **9,7 %**, très nettement inférieure à la moyenne nationale (27,6 %). Ce chiffre s'accompagne d'une **obsolescence totale** : les 7 documents recensés datent tous de 2007 et ont tous plus de 10 ans.

L'obsolescence des DICRIM (années de publication recensées)

Année	Nombre
2007	7

Synthèse obsolescence : - **0 % des DICRIM ont ≤ 5 ans** (0 document) - très en dessous de l'obligation quinquennale ; - **100 % ont plus de 10 ans** (7 documents) ; - Un véritable « néant » documentaire : pas un seul DICRIM à jour sur l'ensemble du territoire.

Les communes avec DICRIM recensé

Commune	INSEE	Année GASPAR
Andrest	65007	2007

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Commune	INSEE	Année GASPAR
Laméac	65254	2007
Mansan	65297	2007
Nouilhan	65330	2007
Saint-Sever-de-Rustan	65397	2007
Siarrouy	65425	2007
Vic-en-Bigorre	65460	2007

Les communes sans DICRIM recensé (65)

Commune	INSEE	Dépt	Population
Bentayou-Sérée	64111	64	107
Casteide-Doat	64173	64	159
Castéra-Loubix	64174	64	51
Labatut-Figuières	64293	64	172
Lamayou	64309	64	214
Maure	64372	64	90
Monségur	64395	64	136
Montaner	64398	64	408
Ponson-Debat-Pouts	64451	64	94
Pontiacq-Viellepinte	64454	64	170
Sedze-Maubecq	64515	64	225

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Commune	INSEE	Dépt	Population
Ansost	65013	65	58
Artagnan	65035	65	504
Auriébat	65049	65	241
Barbachen	65061	65	41
Bazillac	65073	65	373
Bouilh-Devant	65102	65	23
Buzon	65114	65	79
Caixon	65119	65	340
Camalès	65121	65	371
Castelnau-Rivière-Basse	65130	65	649
Caussade-Rivière	65137	65	99
Escaunets	65160	65	117
Escondeaux	65161	65	280
Estirac	65174	65	104
Gensac	65196	65	86
Hagedet	65215	65	38
Hères	65219	65	96
Labatut-Rivière	65240	65	394
Lacassagne	65242	65	251

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Commune	INSEE	Dépt	Population
Lafitole	65243	65	433
Lahitte-Toupière	65248	65	263
Larreule	65262	65	379
Lascazères	65264	65	320
Lescurry	65269	65	161
Liac	65273	65	200
Madiran	65296	65	424
Marsac	65299	65	235
Maubourguet	65304	65	2 242
Mingot	65311	65	99
Monfaucon	65314	65	198
Moumoulous	65325	65	45
Oroix	65341	65	99
Peyrun	65361	65	106
Pintac	65364	65	22
Pujo	65372	65	671
Rabastens-de-Bigorre	65375	65	1 483
Saint-Lanne	65387	65	119
Saint-Lézer	65390	65	435
Sanous	65403	65	98

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Commune	INSEE	Dépt	Population
Sarriac-Bigorre	65409	65	271
Sauveterre	65412	65	157
Ségalas	65414	65	81
Sénac	65418	65	294
Sombrun	65429	65	194
Soublecause	65432	65	173
Talazac	65438	65	76
Tarasteix	65439	65	267
Tostat	65446	65	550
Trouley-Labarthe	65454	65	100
Ugnouas	65457	65	87
Vidouze	65462	65	230
Villefranque	65472	65	74
Villenave-près-Béarn	65476	65	70
Villenave-près-Marsac	65477	65	110

L'obsolescence réelle : les DICRIM à jour non déclarés

La recherche exhaustive en ligne (23/10/2026) révèle **quelques exceptions** dans un paysage globalement obsolète :

- **Saint-Lézer (65390)** : un **DICRIM daté mai 2021** a été découvert en ligne - non recensé dans GASPAR (cas « publié sans déclarer »). Vérifié : PDF 62 pages, édition mai 2021 (CreationDate 12/05/2021), en-tête « DICRIM - Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs - SAINT-LÉZER ». Disponible sur le site

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

communal (saint-lezer.fr). Il s'agit du **seul DICRIM récent du territoire** (~5 ans, à la limite de l'obligation quinquennale), mais son existence n'apparaît **pas** dans les statistiques officielles.

- **Vic-en-Bigorre (65460)** : le **PDF disponible sur le CDN Géorisques est daté de 2011** (pdfinfo 21/07/2011) - plus récent que le recensement GASPAR 2007, sans déclaration de mise à jour.
- **Tostat (65446)** : DICRIM **existant attesté** par procès-verbal du conseil municipal du 07/04/2025 (point 13 « DICRIM » : « ce document doit être réactualisé et distribué avant l'été 2025 ») - édition antérieure à 2025, non publiée en ligne, année non datable.
- **Andrest (65007)** : DICRIM confirmé obsolète (~19 ans, éd. 2007), **aucune version plus récente** en ligne (site officiel vérifié).
- **Aucun autre DICRIM** trouvé en ligne (CDN Géorisques 404, sites communaux sans document).

Verdict obsolescence réelle : officiellement **aucun DICRIM à jour** (≤ 5 ans) parmi les 7 recensés ; la recherche exhaustive ajoute **1 DICRIM 2021 non déclaré** (Saint-Lézer), **1 édition 2011 non reflétée** (Vic-en-Bigorre) et **1 DICRIM attesté non daté** (Tostat). Le territoire dispose donc de documents « moins anciens » qu'officiellement recensé, mais **aucun n'est pleinement conforme** à l'obligation quinquennale stricte.

La résilience alimentaire dans les DICRIM du territoire

L'analyse du DICRIM de Vic-en-Bigorre (seul PDF téléchargeable sur le territoire) montre que les **3 occurrences du terme « aliment* »** sont toutes **hors-sujet** : approvisionnement des entreprises (risque TMD), pertes de denrées (TMD), régime alimentaire du frelon (espèce invasive). **Aucune mention de résilience alimentaire collective** n'est présente dans les DICRIM analysés.

L'absence de stratégie alimentaire collective dans les documents de prévention contraste avec les **atouts réels du territoire** (pôle agroalimentaire de Maubourguet, légumerie d'insertion, PAT départementaux 64/65) - un décalage qui constitue le cœur de l'opportunité de conseil pour 10CRIM Conseils.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Troisième partie - Les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS)

L'effectif assujetti

Indicateur	Valeur	Source	Date
Communes assujetties (exposition à ≥ 1 risque majeur)	**72** (toutes)	analyse risques	23/10/2026
Communes couvertes par un PPRN	**42 / 72** (58 %)	GASPAR	23/10/2026
PCS élaborés (recensement officiel)	**Non publié**	aucune base nationale	-

Constat : comme partout en France, aucun chiffre public du nombre de PCS élaborés. Le taux national est estimé à ~49 % (10 257 PCS / ~21 000 communes, AMF 2022).

Les PCS identifiés en ligne

La recherche exhaustive en ligne (23/10/2026) révèle que la quasi-totalité des communes n'a **aucun PCS publié en ligne**, mais plusieurs preuves d'existence ou d'élaboration ont été découvertes :

- **Tarasteix (65439)** : **PCS arrêté en 2023** (VERSION 2023, daté 08/08/2023), **publié en ligne** sur le site communal (tarasteix.fr) et **non déclaré dans GASPAR**. Vérifié (en-tête « PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE - TARASTEIX - VERSION 2023 », arrêté d'approbation inclus). C'est le seul PCS du territoire **publié sous forme de document PDF en ligne**.
- **Lescurry (65269)** : PCS notifié (préfecture) le 19/04/2011 d'après les fiches communales - aucun document téléchargeable.
- **Labatut-Rivière (65240)** : PCS notifié par le maire le **26/01/2010** selon GASPAR - aucun document en ligne.
- **Sarriac-Bigorre (65409)** : PCS notifié le **27/10/2011** - aucun document en ligne.
- **Saint-Lézer (65390)** : PCS existant, confirmé par le DICRIM 2021 (« la commune a élaboré un Plan Communal de Sauvegarde… »), non publié en ligne.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

- **Tostat (65446)** : PCS mentionné (délégation du 1er adjoint : « gestion du Plan Communal de Sauvegarde »), aucun document publié.
- **Vic-en-Bigorre (65460)** : PCS mentionné (arrêté municipal du 27/03/2020 ayant « enclenché le plan communal de sauvegarde »), page aujourd'hui disparue, aucun document en ligne.
- **Maubourguet (65304)** : PCS en cours d'élaboration (bulletin municipal de janvier 2024 : « la commission sécurité a travaillé avec un bureau d'étude pour l'élaboration d'un PCS » + exercices SDIS 21/09/2023 et S1 2024), finalisation non confirmée.
- **Bazillac (65073)** : PCS en cours d'élaboration (page officielle « Alertes intempéries » : « dans le cadre de l'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde… »).
- **Montaner (64398)** : la démarche DICRIMocratie (2026) présente un objectif de DICRIM compris dans un PCS, sans PCS arrêté ni publié.

Constat : sur l'ensemble du territoire, **un seul PCS publié en ligne** (Tarasteix 2023, non déclaré) ; **6 PCS** ont une trace d'existence/élaboration (Lescurry, Labatut-Rivière, Sarriac-Bigorre, Saint-Lézer, Tostat, Vic-en-Bigorre) et 2 sont en cours (Maubourguet, Bazillac). Les 42 communes couvertes par un PPRN (58 %) sont assujetties à l'obligation PCS (art. L731-3 CSI), et de nombreux PPRN-inondation ont été référencés en 03/2025.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Quatrième partie - Les Plans Intercommunaux de Sauvegarde (PICS)

Les intercommunalités du territoire

Indicateur	Valeur
EPCI à fiscalité propre	1 (CC Adour Madiran)
Communes membres	72
EPCI obligés au PICS (≥ 1 commune assujettie PCS)	Tous

La situation PICS

Indicateur	Valeur
Échéance d'élaboration	26/11/2026
PICS recensés (base nationale)	Aucune base
PICS finalisés (recherche en ligne, 23/10/2026)	Aucun

Lecture : la CC Adour Madiran est concernée par l'obligation de Plan Intercommunal de Sauvegarde (loi Matras) à l'échéance du **26 novembre 2026**. La recherche exhaustive en ligne du 23/10/2026 (site officiel adour-madiran.fr, PV du conseil communautaire de 2025-2026, rapports d'activité, presse locale) n'a révélé **aucun PICS arrêté ni publié, ni de mention d'une élaboration en cours** sur les canaux publics. À un peu plus d'un mois de l'échéance, l'état d'avancement public est nul - **point de vigilance majeur** pour l'intercommunalité.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Cinquième partie - La résilience alimentaire et les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

Le réseau des PAT couvrant le territoire

Le territoire Adour Madiran, situé à cheval sur deux départements, est couvert par des démarches alimentaires territoriales portées au niveau **départemental** :

- **PAT du Département des Hautes-Pyrénées (65)** : « Structurer un système agri-agroalimentaire dans les Hautes-Pyrénées, pour l'accès à une alimentation locale, autonome et de qualité pour tous » - **labellisé niveau 1 (PAT émergent)** par le ministère en **2022**, porté par le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées (chef de projet recruté en novembre 2022). Il couvre les **61 communes** du territoire situées dans le 65.
- **PAT du Département des Pyrénées-Atlantiques (64)** : « Manger Bio & Local 64 » - **labellisé niveau 2 (opérationnel)**, 546 communes et ~707 000 habitants. Il couvre les **11 communes** du territoire situées dans le 64.
- **PAT Pays de Béarn** : PAT émergent (lauréat de l'appel à projets 2019), porté par le Pays de Béarn - démarche à l'échelle du Béarn, en cohérence avec le périmètre 64.

Lecture : **l'ensemble des 72 communes** de la CC Adour Madiran est couvert par une démarche PAT reconnue, via le rattachement départemental (niveau 2 côté 64, niveau 1 côté 65). C'est un **atout significatif** pour la résilience alimentaire du territoire, même si ces PAT sont portés au niveau départemental et non par l'intercommunalité elle-même.

Les outils de résilience alimentaire du territoire

Au-delà des PAT, le territoire dispose de leviers concrets de résilience alimentaire : - **Pôle Agroalimentaire Adour Madiran (Maubourguet)** : plateforme mutualisée dédiée au secteur agroalimentaire, avec une **légumerie d'insertion départementale** (~600 références de produits des Hautes-Pyrénées, une quinzaine d'établissements approvisionnés), la **Fabrique du jambon Blanc de Bigorre**, et des entreprises locales (LIN LOV, bio) ; - **Projet BIGORRUS** : projet territorial et touristique de la CCAM ; - Un tissu agricole et agroalimentaire structuré autour de Maubourguet et Vic-en-Bigorre.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

La couverture territoriale des PAT

L'ensemble des 72 communes de la CC Adour Madiran est couvert par une démarche PAT reconnue :

- **61 communes** (département 65) : **PAT du Département des Hautes-Pyrénées** (niveau 1, émergent, labellisé 2022) ;
- **11 communes** (département 64) : **PAT du Département des Pyrénées-Atlantiques** « Manger Bio & Local 64 » (niveau 2, opérationnel).

Cette couverture est **entièrement départementale** : elle résulte du rattachement administratif, et non d'une démarche portée spécifiquement par la CCAM. C'est un point de nuance important : le territoire bénéficie de la dynamique alimentaire départementale, mais **n'est pas à l'initiative** d'un PAT propre. Le **PETR du Pays du Val d'Adour** (syndicat mixte, 200051910) couvre le territoire sans porter lui-même de PAT labellisé dédié. L'articulation entre la sécurité civile (PCS/PICS/DICRIM) et les PAT départementaux reste à construire - une piste de conseil forte pour l'intercommunalité.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Sixième partie - Descriptif politique

Le président et la gouvernance intercommunale

La Communauté de communes Adour Madiran, dont la nouvelle assemblée a été installée en **avril 2026** (élections municipales de mars 2026, mandat 2026-2032), est présidée par **Frédéric RÉ**, maire de Lahitte-Toupière. Le conseil communautaire compte **99 sièges** (arrêté interpréfectoral du 1er octobre 2025).

Fonction	Élu	Commune
Président	Frédéric RÉ	Lahitte-Toupière
1er vice-président (bourg-centre secteur Vic)	Thomas SIMONIAN	Vic-en-Bigorre
2e vice-présidente (secteur Maubourguet)	Sylvie DUBERTRAND	Maubourguet
3e vice-présidente (secteur Rabastens)	Véronique THIRAULT	Rabastens-de-Bigorre
4e vice-président (développement territorial & grands projets)	Guy DULOUT	Sanous
5e vice-président (action sociale)	Louis DINTRANS	Andrest
6e vice-président (environnement, travaux & voirie)	Éric DUFFRÉCHOU	Mingot
7e vice-président (tourisme, culture & patrimoine)	Jean-Pierre CURDI	Saint-Sever-de-Rustan
8e vice-président (santé & lutte contre désertification médicale)	Philippe PIROTTE	Sauveterre
9e vice-président (urbanisme & habitat)	Julien LACAZE	Lamayou
10e vice-président (accès aux droits)	Patrick ROUCAU	Vic-en-Bigorre (adjoint)

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Les maires des 72 communes

Commune	INSEE	Dépt	Maire (2026-2032)
Commune	INSEE	Dépt	Maire (2026-2032)
—	—	—	—
Bentayou-Sérée	64111	64	Jean-Paul TEULÉ
Casteide-Doat	64173	64	Bernard LAURENS
Castéra-Loubix	64174	64	François TISNE
Labatut-Figuières	64293	64	Véronique KROLCZYK
Lamayou	64309	64	Julien LACAZE (9e VP)
Maure	64372	64	Marie-Rose BROUCARET-LASCOUMES
Monségur	64395	64	Christian ROMEYER
Montaner	64398	64	Yannick POUEY-MOUNOU
Ponson-Debat-Pouts	64451	64	Éric HAMET
Pontiacq-Viellepinte	64454	64	Nathalie CAUBIOS
Sedze-Maubecq	64515	64	Patrick BAYLÈRE
Andrest	65007	65	Louis DINTRANS (5e VP)
Ansost	65013	65	Stéphane ÉTIENNE
Artagnan	65035	65	Bernard ROUSSIN
Auriébat	65049	65	Nadine CASTAGNON
Barbachen	65061	65	Magali LARRANG
Bazillac	65073	65	Charles ROCHETEAU

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Commune	INSEE	Dépt	Maire (2026-2032)
Bouilh-Devant	65102	65	Maryse RUART
Buzon	65114	65	Martine BLANCONNIER
Caixon	65119	65	Hélène ZOUIN
Camalès	65121	65	François TABEL
Castelnau-Rivière-Basse	65130	65	Stéphane VITSE
Caussade-Rivière	65137	65	Yves PALOU
Escaunets	65160	65	Magali CHARRON
Escondeaux	65161	65	Maxime SOLVEZ
Estirac	65174	65	Maryse BORDIER
Gensac	65196	65	Élodie BOUMALHA
Hagedet	65215	65	Christian CAMBOURS
Hères	65219	65	Marie-Christine LABROUQUÈRE
Labatut-Rivière	65240	65	Pierre-Louis MONTAGNE
Lacassagne	65242	65	Julie CARASSUS-BARRAGAT
Lafitole	65243	65	Loïc GUESDON
Lahitte-Toupière	65248	65	Frédéric RÉ (président CC)
Laméac	65254	65	Rodolphe LIEBESCHITZ
Larreule	65262	65	Maurice DUSSOLLIER
Lascazères	65264	65	Christian BOURBON
Lescurry	65269	65	Corinne LEMBEYE

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Commune	INSEE	Dépt	Maire (2026-2032)
Liac	65273	65	Michel MÉNONI
Madiran	65296	65	Fabrice LATAPI
Mansan	65297	65	Didier CUVELIER
Marsac	65299	65	Marie-Claude JUNCA
Maubourguet	65304	65	Sylvie DUBERTRAND (2e VP)
Mingot	65311	65	Eric DUFFRÉCHOU (6e VP)
Monfaucon	65314	65	Aline SOKOL CENCETTI
Moumoulous	65325	65	Jean-Claude DOLÉAC
Nouilhan	65330	65	Raymond HALLOT
Oroix	65341	65	Michel SUZAC
Peyrun	65361	65	Gilles CARRILLON
Pintac	65364	65	Francis PÉDAUGÉ
Pujo	65372	65	Pascale LABEDENS
Rabastens-de-Bigorre	65375	65	Véronique THIRAULT (3e VP)
Saint-Lanne	65387	65	John BAMFORTH
Saint-Lézer	65390	65	Étienne TISSÈDRE
Saint-Sever-de-Rustan	65397	65	Jean-Pierre CURDI (7e VP)
Sanous	65403	65	Guy DULOUT (4e VP)
Sarriac-Bigorre	65409	65	Françoise DUMESTRE
Sauveterre	65412	65	Philippe PIROTTE (8e VP)

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Commune	INSEE	Dépt	Maire (2026-2032)
Ségalas	65414	65	Jean-Michel DANJEAU
Sénac	65418	65	Antoine LAPEZE-CHARLIER
Siarrouy	65425	65	Jean-Luc LAVIGNE
Sombrun	65429	65	Marc DELMAS
Soublecause	65432	65	Joël LACABANNE
Talazac	65438	65	Olivier EUDES
Tarasteix	65439	65	Alain CONTE-DABAN
Tostat	65446	65	Sylvain LHEULLIER
Trouley-Labarthe	65454	65	Martine BETBÈZE
Ugnouas	65457	65	Jocelyne SASSERRE
Vic-en-Bigorre	65460	65	Thomas SIMONIAN (1er VP)
Vidouze	65462	65	Alexis BONNARGENT
Villefranque	65472	65	Franck FERRE
Villenave-près-Béarn	65476	65	Carine ARRUYER
Villenave-près-Marsac	65477	65	(mandat 2026-2032 à vérifier - sortante Thérèse PEYCERE)

Les maires des principales communes (fiches détaillées)

Le maire de Vic-en-Bigorre

Thomas SIMONIAN, maire de Vic-en-Bigorre depuis les élections de mars 2026 (mandat 2026-2032), 1er vice-président de la CCAM chargé des relations bourg-centre/communes satellites (secteur de Vic-en-Bigorre). Vic-en-Bigorre, commune la plus peuplée du territoire (~4 845 hab.), est le siège de l'intercommunalité.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

La maire de Maubourguet

Sylvie DUBERTRAND, maire de Maubourguet élue le 27 mars 2026 (mandat 2026-2032), 2e vice-présidente de la CCAM (secteur de Maubourguet). Maubourguet (~2 242 hab.) accueille le pôle agroalimentaire de la CCAM.

La maire de Rabastens-de-Bigorre

Véronique THIRAULT, maire de Rabastens-de-Bigorre, réélue en mars 2026 pour un second mandat (2026-2032), 3e vice-présidente de la CCAM (secteur de Rabastens-de-Bigorre). Rabastens-de-Bigorre (~1 483 hab.) accueille historiquement le marché aux bestiaux.

Le maire de Castelnau-Rivière-Basse

Stéphane VITSE, maire de Castelnau-Rivière-Basse (mandat 2026-2032). Commune (649 hab.) qui donne son nom à l'intercommunalité (Adour **Madiran**, du nom de la zone) et pôle du sud du territoire, sur les rives de l'Adour.

Le maire d'Andrest

Louis DINTRANS, maire d'Andrest (mandat 2026-2032), 5e vice-président de la CCAM chargé de l'action sociale. Andrest (~1 340 hab.), commune de la périphérie de Vic-en-Bigorre, est l'une des 4 communes à plusieurs sièges du conseil communautaire (4 sièges).

Le maire de Pujo

Pascale LABEDENS, maire de Pujo (mandat 2026-2032). Pujo (671 hab.) dispose de 2 sièges au conseil communautaire.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Septième partie - La comparaison des échelles territoriales

Comparaison : la CC Adour Madiran face aux niveaux départementaux et national

Critère	CC Adour Madiran	France	Verdict
Couverture DICRIM	**9,7 %** (7/72)	27,6 %	Insuffisant
DICRIM à jour (≤ 5 ans, recensement)	**0 %**	~8 %	Critique
DICRIM à jour (y compris découverts en ligne)	**1** (Saint-Lézer 2021, non recensé)	-	À déclarer
DICRIM obsolètes (> 10 ans)	**100 %** (7 recensés)	~71 %	Critique
Communes sans DICRIM recensé	**65** (90,3 %)	72,4 %	Critique
PCS élaborés (données publiques)	Non publié	~49 %	Angle mort
PICS (échéance 26/11/2026)	EPCI obligé, état inconnu	1 125 EPCI	À suivre
Résilience alimentaire dans DICRIM	**Aucune**	~11 % (Rennes, Nantes)	Opportunité
Couverture PAT	**72/72 communes** (via PAT départementaux)	-	Atout

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Huitième partie - Les constats majeurs

1. **Couverture DICRIM de 9,7 %** (7/72 communes) - plus de trois fois sous la moyenne nationale (27,6 %).
2. **65 communes sans DICRIM recensé** - dont au moins **1 DICRIM récent non déclaré** (Saint-Lézer 2021) : la recherche exhaustive révèle que la réalité de terrain est meilleure que les chiffres officiels, mais reste très insuffisante.
3. **Obsolescence très insuffisante** : officiellement 0 % des documents ont ≤ 5 ans, 100 % ont plus de 10 ans (tous 2007) ; la recherche en ligne ajoute 1 DICRIM 2021 (Saint-Lézer), 1 édition 2011 (Vic-en-Bigorre) et 1 attesté non daté (Tostat), sans aucun document pleinement à jour.
4. **PICS** : l'EPCI est obligé avant le 26/11/2026, **aucun état d'avancement public** ni PICS arrêté trouvé en ligne.
5. **PCS** : **1 PCS publié en ligne** (Tarasteix 2023, non déclaré) ; 6 traces d'existence (Lescurry, Labatut-Rivière, Sarriac-Bigorre, Saint-Lézer, Tostat, Vic-en-Bigorre) et 2 en cours (Maubourguet, Bazillac) sur les 42 communes assujetties par PPRN.
6. **Aucune stratégie de résilience alimentaire collective** dans les DICRIM analysés, malgré un **potentiel territorial réel** (pôle agroalimentaire, PAT départementaux, démarche DICRIMocratie à Montaner).

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Neuvième partie - Les opportunités de conseil pour 10CRIM Conseils

1. **Élaboration de DICRIM pour les 65 communes sans document** - un gisement considérable d'accompagnement, en articulation avec l'échéance PICS 2026.
2. **Mise à jour des 7 DICRIM obsolètes** (2007) et déclaration des DICRIM découverts non recensés (Saint-Lézer 2021, Vic-en-Bigorre 2011) - valeur ajoutée immédiate dans la conformité des communes.
3. **Appui au PICS de la CCAM** avant l'échéance du 26 novembre 2026 (aucun état d'avancement public).
4. **Accompagnement des communes assujetties PCS** (42 par PPRN) : généraliser l'exemple de **Tarasteix** (seul PCS 2023 publié), structurer les PCS manquants et sécuriser les notifications (Lescurry, Sarriac-Bigorre, Labatut-Rivière notifiés mais non publiés).
5. **Intégration de la résilience alimentaire** dans les PCS/PICS/DICRIM : articuler les outils de prévention avec les atouts existants (pôle agroalimentaire de Maubourguet, légumerie, PAT départementaux 64/65) et capitaliser sur la **démarche DICRIMocratie de Montaner** comme territoire pilote.

© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils - +33 695 747 894 - contact@10crim.fr - SIRET : 509 465 621 00050 / APE : 7022Z

Sources

N°	Source	Date	Contenu
1	Base nationale GASPAR / API Géorisques V2 (jeton Cerbère)	23/10/2026	DICRIM et PPRN des 72 communes
2	INSEE COG 2026 / BANATIC / geo.api.gouv.fr	23/10/2026	Communes, population, EPCI
3	Trombinoscope officiel CCAM 2026-2032 (adour-madiran.fr)	23/10/2026	Descriptif politique (maires, président, vices-présidents)
4	Site officiel CC Adour Madiran (adour-madiran.fr)	23/10/2026	Conseil communautaire, pôle agroalimentaire, gouvernance
5	ADICRIM nationaux (france-pat.fr) / sites départementaux	23/10/2026	PAT 64 et 65 couvrant le territoire
6	CDN public Géorisques (files.georisques.fr/DICRIM/DICRIM_*.pdf)	23/10/2026	Scan des 72 codes INSEE
7	Préfectures des Hautes-Pyrénées (65) et des Pyrénées-Atlantiques (64)	23/10/2026	DDRM, documents par commune
8	Recherche exhaustive en ligne (sites communaux, PV conseils municipaux, presse)	23/10/2026	PCS/DICRIM/PICS trouvés en ligne

Rapport établi par 10CRIM Conseils, le 23/10/2026.
© Copyright tous droits réservés 10CRIM Conseils.